

...

**Pourtant, votre projet a été, plutôt, mal accueilli...**

Oui, l'annonce que je fis suscita de violentes réactions, provenant principalement du FIS et au sein du FLN. Le fait d'avoir dévoilé aux députés les indicateurs des finances extérieures m'a valu d'être accusé injustement de noircir à dessein la situation financière du pays. Les archives sont là pour prouver l'injustice des soupçons.

Une campagne a été orchestrée contre mon gouvernement. Au sein du Comité central a été improvisé un véritable procès d'intention hors ma présence et en occultation des données financières de base que j'avais rassemblées pour le profit de la direction politique du FLN. La presse du parti, *El Moudjahid* et *Ech Chaab* notamment, ont consacré force manchettes et colonnes aux accusations de bradage des richesses du sous-sol.

L'APS n'avait pas hésité jusqu'à lancer un bobard annonçant une imminente décision de dévaluation du dinar. Je passe sur les attaques personnelles. Des députés, faisant chorus avec les protestations du FIS, ont contesté la légitimité d'un gouvernement tenu pour «être là pour six mois, le temps de préparer les élections», pas pour engager le pays «comme s'il était là pour l'éternité». Je cite là les minutes des débats autant que la protestation communiquée à la presse par Abassi Madani de son lieu de résidence surveillée.

Publicité

En dépit de ce climat d'hostilité organisé à l'encontre du gouvernement, les députés de l'APN ont voté la loi quasi-unaniment, à cinq voix près, en novembre 1991.

Immédiatement à l'issue du vote, une voix très haut placée au sein du FLN, en concomitance avec celles du FIS et dans des termes identiques, a clamé sa résolution à «remettre en cause cette loi, dès la mise en place de la future Assemblée».

Voilà, très résumé mais en toute fidélité, le climat politique ambiant qui prévalait alors.

**Êtes vous bien sûr que la direction du FLN s'est opposée au projet de loi lui-même et non à la déclaration par laquelle vous évoquiez «la vente de Hassi-Messaoud» ? Comment expliquez-vous dans ce cas que cette loi de 1991 fut adoptée par les députés de l'APN, tous élus du FLN ?**

Sûr et certain, et ce n'est pas ma mémoire seulement qui me le fait dire mais surtout les écrits officiels qui sont là pour en attester irréfutablement.

Ni les députés ni la direction du FLN qui connaissent ces écrits ne pouvaient comprendre un seul instant que l'intention du gouvernement était de «vendre Hassi-Messaoud». Allez simplement aux faits tels qu'ils sont inscrits dans les minutes des débats et dans le programme, ils vous ôteront l'ombre d'un doute à ce sujet. A commencer par la simple raison que ni mon programme ni la loi, tous les deux approuvés par l'APN à trois mois de distance, n'ont jamais porté mention de

l'idée de vendre Hassi-Messaoud. Cette idée est une farce inventée à partir d'une citation délibérément tronquée.

Les députés savent bien cela et pas seulement eux, puisque lors de mes rencontres de juillet et août avec les partis et associations civiles, j'ai fait distribuer à tous les chefs de parti, y compris donc le FLN, et aux associations civiles, les minutes portant mes déclarations et mes réponses à des questions des députés, sur la situation financière du pays, sur le FMI et le rééchelonnement, sur le contexte de la réelle citation de Hassi-Messaoud, sur mon projet de présentation d'une loi sur les hydrocarbures.

Ces déclarations ainsi que les réponses faites devant tous les députés réunis à huis clos étaient donc connues de tous les chefs de parti et associations peu après l'investiture du gouvernement. Elles se concluaient, notamment à propos du projet annoncé de la future loi, comme suit : «L'esprit et la lettre du 24 Février 1971 sont et demeureront vivants et en vigueur.» Dites-moi, si l vous plaît, comment peut-on promettre à la fois la «vente de Hassi-Messaoud» et en même temps assurer la préservation de l'esprit et de la lettre du 24 Février 1971 ? Non, ni les députés FLN ni la direction du FLN ne pouvaient avoir compris à aucun moment, en juillet ou en août, ou durant tout l'automne 1991, que le gouvernement voulait vendre Hassi-Messaoud ! Ceux qui ont combattu le gouvernement l'ont fait pour des motifs totalement étrangers à la loi Ghazali de 1991.

La défense de l'idée de possession souveraine des gisements par le peuple a été au cœur de ma vie professionnelle, de mes combats, de mes engagements ; le combat pour que le produit des richesses que contiennent ces gisements aille à son propriétaire légitime, la nation algérienne. Pour ce faire, nécessité du contrôle par les instruments de l'État sur les politiques d'exploitation des gisements, formation des hommes et des femmes ainsi que des instruments nationaux à ces fins. Fallait-il attendre que je devienne chef du gouvernement pour défaire en un mot tout ce qui a fait les nuits blanches, les sacrifices, les joies et les frustrations, les peines et les douleurs de toute une vie au service public ? Tout homme peut changer, me direz-vous, et je l'admets, mais vous, Chafik Mesbah, croiriez-vous à cette farce de la vente de Hassi-Messaoud ?

Un respectable cheikh était venu me voir un jour à mon bureau pour me dire la grande émotion et le mécontentement que suscitait en lui la «nouvelle de la vente de Hassi-Messaoud». Je vous restitue le dialogue qui eut lieu entre nous.

- Lui : «Alors, c'est vrai que vous voulez vendre Hassi-Messaoud ?»

- Moi : «Vous connaissez mon itinéraire professionnel ? Mon rôle dans la récupération des richesses nationales ? Et vous y croyez à cette histoire de vente de Hassi-Messaoud ?»

- Lui : «C'est pourtant ce qu'on m'a dit ! Il y a bien une raison là-dessous.»

- Moi : «On vous l'a dit, bien. Supposez maintenant que des gens me disent qu'ils ont vu dans la rue tel

cheikh respectable sortant d'un bar titubant, saoul à mort. Est-ce que je dois les croire ?»

- Lui, devenu tout pâle : «Bien sûr que non !»

- Moi : «Et moi, je ne serais jamais venu vous voir pour vérifier la véracité des propos que j'aurai entendus. Parce que j'aurai d'abord exercé les facultés mentales dont chacun de nous est doté.» Fin du dialogue.

Oublions mes références personnelles et allons tout simplement aux preuves irréfutables : les écrits. Allons aux archives de l'APN et revoyons les minutes des débats d'investiture, le discours programme, les questions posées par les députés (une quarantaine d'interventions-questions), les réponses données par le chef du gouvernement, les débats sur la loi 1991, en commission et en plénière. Et revoyez les articles des campagnes de presse avant, pendant et après l'investiture ; avant pendant et après les débats sur la loi de 1991.

Ces écrits établissent d'eux-mêmes que l'hostilité que vous évoquez était politique, seulement politique, en premier et dernier ressort.

Trois mois plus tard, quand le projet de loi fut effectivement déposé à l'APN, cela n'a suscité aucune réticence au moment même où certains médias continuaient la campagne contre le gouvernement. Les députés votèrent la loi, sans problème aucun, deux membres éminents de la direction du FLN ont déclaré à la presse internationale, concomitamment avec la direction du FIS (Abdelkader Hachani) qu'ils «remettront en cause cette loi à la future Assemblée». Conclusion, si l'APN a approuvé par deux fois, en juillet et en novembre, le programme pétrolier du gouvernement, c'est donc contre la volonté de ceux qui de l'intérieur du FLN l'ont combattu.

**Après son adoption, quelles ont été les suites et quels résultats ont été engrangés ?**

D'abord la mise en œuvre du programme de relance des activités d'exploration et de production annoncé à l'APN ; sur toute l'étendue du territoire pour l'exploration et sur les principaux gisements pour la production.

Des cahiers des charges mis en conformité avec la nouvelle règle du jeu ont été élaborés et communiqués à tous les partenaires potentiels. Des négociations ont été engagées avec les nombreux partenaires, qui ont été nombreux à montrer leur intérêt.

Dans le domaine de l'exploration, les nouvelles zones délimitées furent mises en adjudication. Sous mon gouvernement, une vingtaine de permis d'exploration ont été accordés. Parmi les premiers permis octroyés figurent ceux qui sont situés dans le grand erg oriental. J'ai eu l'occasion de mentionner que c'est dans cette région, tenue pour stérile depuis des décennies, que Sonatrach y fit ses premières armes.

C'est aussi dans cette région que, deux ans après la loi de 1991, fut confirmée par une société américaine l'importance des réserves pétrolières de la région de Berkine, des réserves considérées comme «potentiellement majeures».

M. C. M.  
(A suivre)